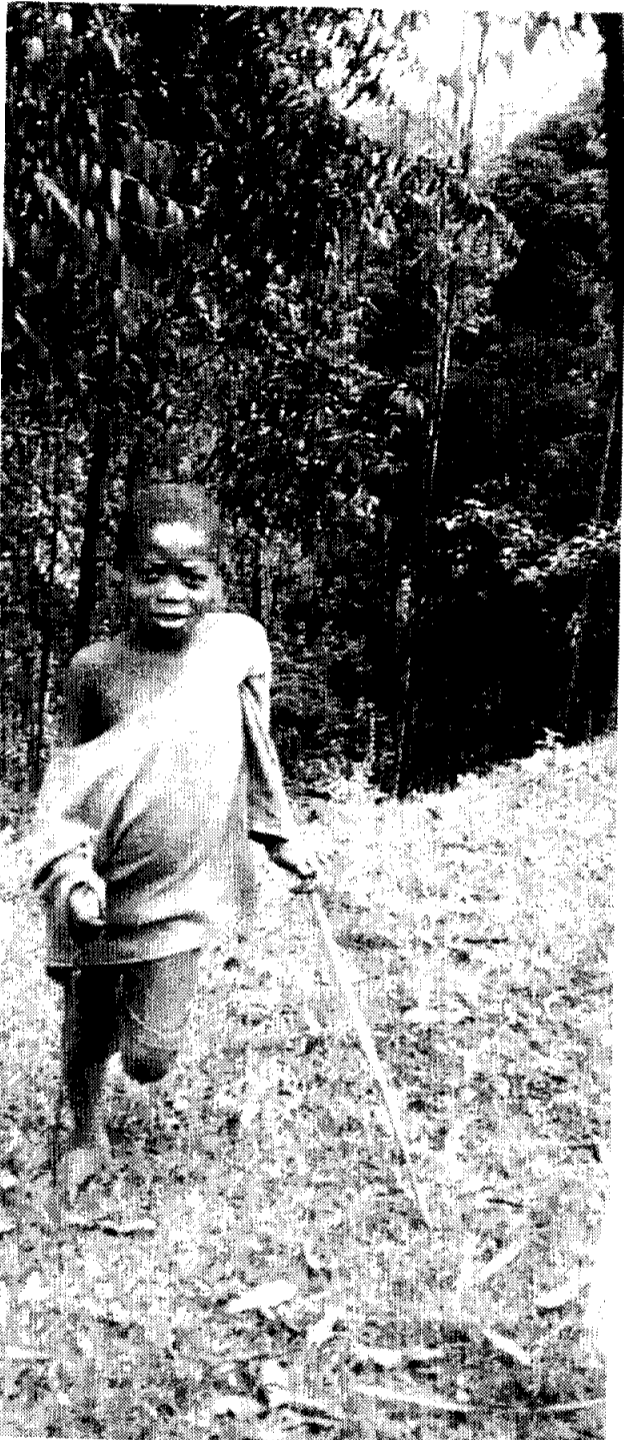


Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir aujourd'hui ou demain pour donner le feu vert à une intervention militaire française. François Mitterrand indique que c'est une question « d'heures et de jours ». 1.000 à 2.000 militaires français pourraient se trouver ainsi engagés.

Le Front patriotique rwandais affirme que la France veut voler « au secours des bourreaux ». Paris tente de s'assurer le soutien d'autres pays occidentaux et d'Afrique, mais seuls les vieux dictateurs répondent présents. Le prétexte de l'aide humanitaire rappelle la campagne de Somalie.

Le président de l'organisation Survie répond aux questions de « l'Humanité ». Il nous parle de la politique africaine de la France en général et au Rwanda en particulier.

Paris prépare une opération



Partout, dans la brousse rwandaise, les orphelins fuient les massacreurs.

FRANÇOIS MITTERRAND a repris à son compte, samedi, la proposition du gouvernement visant à mettre sur pied une intervention militaire au Rwanda. S'exprimant devant l'Assemblée générale de l'UNESCO, le président français a aussi fixé un échéancier. « Une affaire d'heures et de jours », a-t-il dit avant d'indiquer que « deux ou trois pays africains ont répondu favorablement ». Par contre, la « réponse ferme de pays européens » se fait toujours attendre. Et pour bien se faire comprendre, il a répété : « Quoi qu'il en soit, nous le ferons. » Au même moment à Paris, l'Elysée et Matignon publiaient un communiqué commun dans lequel ils indiquaient que la France y mettrait « les moyens nécessaires ».

Le but serait « strictement humanitaire » et l'intervention serait engagée « sur la base d'un mandat qui sera demandé aux Nations unies et en liaison avec toutes les organisations internationales et toutes les organisations intéressées ». Alain Juppé a précisé, depuis Dakar, que le nombre de soldats français engagés dans l'aventure pourrait se situer entre 1.000 et 2.000.

Et comme cette action « humanitaire » ne doit pas apparaître pour ce qu'elle est — un retour d'une ancienne puissance coloniale sur ses terres impéria-

les — Paris fait de son mieux pour soigner le déguisement. A cet effet, deux artifices sont utilisés. Le premier, c'est l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution présentée par... la France. Le texte sera étudié ce lundi ou mardi. Le représentant français à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée — qui s'était opposé, fin avril, à l'emploi du mot « génocide » dans une résolution — a présenté « de manière formelle » les idées françaises qui ont suscité, a-t-il assuré, une « réaction générale (...) positive ».

Une opération à la « somalienne »

Ensuite, le gouvernement et l'Elysée font des pieds et des mains pour ne pas être les seuls à envoyer des soldats sur Kigali, même si les troupes françaises vont former le gros des bataillons. Pour l'instant, l'Italie — et son président du Conseil, Silvio Berlusconi — est le seul pays européen à avoir répondu positivement. Alors, comme les pays occidentaux ne se bousculent pas au portillon, il faut trouver un autre habillage. Quelle meilleure vitrine que la participation de pays africains eux-mêmes? Là non plus, les offres de services ne sont pas légion.

En fait, les seuls chefs d'Etat qui sont vraiment enthousiastes, ce sont les dictateurs qui sentent pousser des ailes. L'idée d'être réhabilités par l'intermédiaire d'une action « humanitaire ». Ainsi, le général Mobutu verrait d'un bon œil que quelques soldats de sa tristement célèbre Division spéciale présidentielle franchissent la frontière qui sépare le Zaïre du Rwanda. Peu importe que le même Mobutu soit interdit de séjour en France depuis qu'il a brisé, par la répression, la vague de démocratisation. Le général Eyadéma, au pouvoir au Togo depuis des décennies, qui s'est aussi illustré dans la chasse à l'opposant, appuie l'initiative française.

D'autres pays, ligotés par l'aide financière française, n'ont pas le choix. « Venez avec nous, ou on vous oubliera » : tel est en substance le message français, qui a d'autant plus de prise que la dévaluation du CFA a renforcé la dépendance de certaines économies africaines vis-à-vis des deniers français. Ce n'est pas un hasard si le chef de la diplomatie française, Alain Juppé, est allé rendre une visite amicale au président sénégalais, Abdou Diouf. Bref, pour les autorités françaises, tous les moyens sont

Polémique sur les responsabilités françaises

Le quotidien belge « le Soir » qui, vendredi, avait évoqué l'hypothèse de la participation de deux militaires français à l'attentat ayant coûté la vie au général Habyarimana, persistait, dans son numéro de samedi : « Les démentis, venant d'autorités officielles, ne répondent pas aux questions en suspens et, dans l'état actuel de nos informations, la piste que nous évoquons hier demeure crédible, même si elle n'est évidemment pas une certitude. Des informations continuent à nous parvenir, faisant état du retour à Kigali, en février dernier, de onze militaires français qui, jusqu'en décembre, étaient membres du DAMI (Détachement militaire à l'instruction des troupes gouvernementales — NDLR) et auraient été reconnus, en civil, dans la capitale rwandaise. »

Selon Paris, cette accusation relève de « l'affabulation ». Bruxelles, plus prudent, campe sur son quant-à-soi : Jean-Luc Dehaene, premier ministre belge et candidat à la présidence de la Commission européenne, pour la succession de Jacques Delors,

laisse au « Soir » la responsabilité de ses informations, se contentant de noter que la thèse développée ne fait pas partie de l'enquête menée par les autorités militaires belges sur l'assassinat des casques bleus de ce pays. Réplique de Colette Braeckman, journaliste du « Soir » : « Des confrères de la RTBF (la télévision belge — NDLR) qui ont, eux aussi, contacté l'auditorat militaire, se sont entendu dire que l'hypothèse de mercenaires blancs, y compris français, restait ouverte au sujet de l'attentat du 6 avril. »

La même enfonce ensuite le clou : « Nous avons appris, dans un autre cadre, que, peu après le 6 avril, deux coopérateurs militaires français avaient été tués à Kigali. Un de ces coopérateurs, membre du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale), Jean-Paul Mayertz, était arrivé à Kigali en décembre et assurait des tâches de formation auprès de la garde présidentielle notamment. (...) Paris, à notre connaissance, n'a jamais fait état de la mort de ces coopérateurs militaires. »

Le gouvernement français tente un contre-feu en parlant de « procès sommaire » instruit contre sa politique. Mais les dénonciations ne viennent pas que du Rwanda ou de la Belgique. Le « Journal du Dimanche » rappelle, dans son numéro d'hier, cette ancienne déclaration d'Agathe Habyarimana (veuve du dictateur, depuis accueillie en France aux frais des pouvoirs publics), au journal « Jeune Afrique » : « M. Mitterrand m'a envoyé des fleurs. Dites bien que nous sommes très reconnaissants au gouvernement français de tout ce qu'il a fait pour nous... Il signale également ce message adressé à Edouard Balladur par le Dr Bernard Granjou, président de Médecins du monde : « Compte tenu de l'appui que la France a apporté dans le passé à ceux qui allaient devenir les principaux artisans du génocide en cours, il apparaît qu'elle n'est pas la mieux placée pour envoyer directement une force d'interposition. »

JEAN CHATAIN

Les combats se poursuivent à Kigali

Le centre de Kigali faisait l'objet de violents échanges d'artillerie dimanche, alors que l'ONU assurait tenter d'évacuer les civils coincés dans les zones de combat ou dans celles encore sous la coupe des milices gouvernementales. Une déclaration quelque peu entachée par le comportement des casques bleus chargés de la protection de l'hôtel des Mille-Collines : vendredi dernier, cet établissement situé en zone gouvernementale de Kigali et théoriquement placé sous la protection de la MINUAR, était assailli par les tueurs de la milice. Les casques bleus présents se laissaient refouler, sans le moindre coup de feu. Au terme de cet événement, un communiqué du commandant Jean-Guy

Plante, porte-parole de la MINUAR : cette action aurait été « vraisemblablement meurtrière »...

Les tirs de mortiers se sont succédés de part et d'autre de la ligne de front qui divise la capitale. Un épais nuage de fumée n'a cessé de s'épaissir au-dessus des quartiers du centre-ville. Le nombre des victimes reste inconnu. Parmi elles, un membre du personnel de la Croix-Rouge, tué dimanche par un obus de mortier tombé dans l'enceinte d'un hôpital de Kigali. Le commandant Jean-Guy Plante a déclaré ignorer si ce tir provenait des forces FPR avançant dans la ville ou par les soldats des FAR (Forces armées rwandaises) agrippés au centre de la capitale.

De même source, on indique que le FPR est entré dans le quartier de Nyamirambo, bastion des miliciens, mais ne pourrait en prendre le contrôle complet qu'après s'être emparé du mont Kigali. Les affrontements se sont poursuivis tout au long de la journée d'hier, sans que leur issue ne soit prévisible.

Nyamirambo... Un nom déjà connu : en avril dernier, lors du début des massacres, les milices y avaient été repoussées par les familles tutsies, cibles du génocide; les FAR sont alors intervenues avec des véhicules blindés. Une fois place nette, les miliciens revenaient avec leurs grenades et leurs machettes.